L'Algérie est au bord de l'éclosion

mardi 12 mars 2019, par HARBI Mohammed, SIDI MOUSSA Nedjib (Date de rédaction antérieure : 11 mars 2019).

NB : Ce texte a été rédigé avant les annonces de la présidence de la République.

Le surgissement populaire du 22 février constitue une rupture majeure dans notre histoire comme dans celle du Maghreb. Il s'agit de la consolider et d'élargir le champ des possibles. Aujourd'hui, les Algériens ont remporté une première victoire.

Notre tâche prioritaire est de tirer la leçon du soulèvement d'octobre 1988 et d'éviter à nouveau le « détournement du fleuve », à savoir la confiscation de la souveraineté populaire qui est à l'origine de l'autoritarisme sous sa forme actuelle.

Nous sommes devant une nouvelle crise du régime mais le peuple algérien a déjà tranché. Le FLN a vécu, le cinquième mandant aussi. L'annonce du président, ce 11 mars 2019, ne fait qu'entériner cet état de fait.

Ici et là, des alternatives politiciennes sont proposées par les démocrates au nom du changement. Mais les intérêts des classes populaires sont rarement pris en considération. Or, ce sont elles qui vivent le plus intensément l'humiliation, les abus du pouvoir et la hogra.

Ces maux caractérisent tout le Maghreb. C'est pourquoi, après la révolution tunisienne et le mouvement du 20 février 2011 au Maroc, la situation algérienne résonne avec autant de force chez tous ceux qui aspirent à la dignité.

Sans céder à l'esprit de revanche, il nous faut prendre garde à ce que les anciens partisans du statu quo ne se rachètent pas une virginité au nom d'une transition qui renouerait insidieusement avec l'ancien régime et ses pratiques (corruption, clientélisme, prédation, etc.).

La démocratie, que chacun revendique désormais à voix haute, est tout le contraire du consensus dont nous subissons les conséquences. Souvenons-nous qu'il a toujours constitué le cri de ralliement pour les classes dirigeantes.

Le souci d'établir des rapports égalitaires est à la base de la fraternité dont rêve le peuple. Mais pour lui donner de la consistance, il faut sortir de l'unanimisme de façade qui constitue un frein à la décantation et au regroupement des forces populaires.

La république est à refonder, en rupture avec les tentations despotiques assimilées à la monarchie par les acteurs du surgissement populaire.

Les aspirations des classes laborieuses, dont les femmes et la jeunesse constituent les moteurs, doivent être affirmées dès à présent. Il faudra donc respecter leur autonomie d'organisation et d'action. Dans cette perspective, l'égalité des sexes est indiscutable.

Contrairement à l'idée selon laquelle les Algériennes et les Algériens se seraient réveillés le 22 février, les événements en cours sont en réalité le fruit d'un long processus nourri du combat des

forces les plus déterminées et payé par elles au prix fort.

De nombreuses luttes sectorielles, qui ne se sont guère aventurées sur le terrain politique, ont été menées au cours de la dernière période, dans toutes les régions du pays.

Les concessions matérielles, faites par un gouvernement désireux d'acheter la paix sociale, ont été rattrapées par l'inflation et la cherté de la vie, ce qui souligne l'importance du mot d'ordre de grève générale pour dépasser la segmentation et se constituer en force indépendante.

La main tendue des oligarques aux travailleurs est un marché de dupes et ne fait que perpétuer leur subordination à l'agenda néolibéral. Car ce sont les hommes d'affaires qui ont besoin des masses populaires pour faire pression sur le pouvoir afin de défendre leurs privilèges. En revanche, les chômeurs, les pauvres et les salariés n'ont pas besoin de s'appuyer sur les milliardaires pour affirmer leurs propres objectifs.

Depuis 2012 au moins, s'est constituée dans l'ombre une clique comprenant les représentants de la politique en uniforme, le président et sa famille, ainsi que les affairistes. C'est ce groupe qui a soutenu l'appel à un quatrième mandat puis à un cinquième. Son arrogance est à l'origine du sursaut populaire.

Soyons vigilants : l'épouvantail d'une ingérence de forces extérieures n'est pas crédible. Arrêtons de chercher le diable en dehors de nous. La crise oppose des forces sociales et politiques internes à l'Algérie.

L'aspiration à un changement radical s'est exprimée massivement et avec force dans les rues, faisant vaciller les tenants du régime. Pour la grande majorité de notre peuple, la quête de la liberté n'est pas séparable de celle de l'égalité.

Nous sommes aux côtés des classes populaires dans leur volonté de gérer elles-mêmes leurs propres affaires. Car il ne peut y avoir de démocratie réelle sans prise en compte de leurs aspirations spécifiques.

Nous sommes partisans de l'auto-organisation des travailleurs, à travers la mise en place d'assemblées dans les quartiers, les villages et les villes, où les individus délibèreront de la prise en charge de tous les aspects de la vie quotidienne, sans la médiation de l'Etat ou des professionnels de la représentation.

Il s'agit d'aller le plus loin possible dans la remise en cause de l'ordre capitaliste, sécuritaire, patriarcal et religieux.

Notre pays a hérité de l'esprit de la *hisba*, la surveillance de tous par tous. Opposons-lui le respect de l'autonomie individuelle, la liberté de conscience, celle de disposer de son propre corps, de le mettre en mouvement et de se réapproprier tous ensemble l'espace public, comme l'ont fait, dans la joie, les Algériennes et les Algériens.

Le chemin qui mène à l'émancipation sociale est long mais il n'est pas d'autre voie pour réaliser l'épanouissement de chacun et de tous.

Mohammed HARBI et Nedjib SIDI MOUSSA

Le 11 mars 2019

P.-S.

• HUFFPOST ALGÉRIE. 11/03/2019 22h:19 CET : https://www.huffpostmaghreb.com/entry/l-algerie-est-au-bord-de-l-eclosion_mg_5c86b49be4b0ed0a001639f1